



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'assemblée nationale vote l'augmentation des loyers : mobilisation toute !

L'Assemblée nationale vient de valider le plafonnement de la hausse des loyers et la revalorisation des APL. Un affichage anti-inflation en trompe l'œil : en réalité, l'AN vient de voter une augmentation des loyers de 3,5 % qui ne sera pas compensée par celle des aides au logement.

En matière de hausse des APL, l'arbitrage du gouvernement est carrément indécent puisque Bercy accepte de lâcher 167 millions d'euros quand la suppression des 5 euros a rapporté à l'Etat depuis 2017, plus de 400 millions d'euros.

Autant dire qu'une fois de plus le pouvoir macroniste fait peser le poids de la crise économique et sociale sur les plus fragiles !

Pas de lutte anti-inflation sans justice sociale et fiscale.

Un amendement interdisant les compléments de loyers pour « les logements privés de confort » est cependant passé. Il va renforcer l'encadrement des loyers. C'est une victoire qui ne doit pas rester une exception, mais au contraire renforcer la lutte contre tous les compléments de loyer.

La CNL rappelle qu'elle a soumis à l'ensemble des groupes parlementaires (excepté le RN) 5 amendements portant sur la revalorisation des APL indexée sur l'inflation, la restitution des 5 euros par mois d'APL supprimée au printemps 2017, le gel des loyers ainsi que la suppression de la RLS.

Pour l'heure, le gouvernement objecte une fin de non-recevoir à ces propositions contraignantes vis-à-vis du marché. Pourtant, il n'y aura pas de lutte anti-inflation sans justice sociale et fiscale.

Le blocage des loyers peut être financé par la suppression des avantages fiscaux sur le secteur locatif privé.

De même, plutôt qu'appeler les Français à multiplier les petits gestes pour économiser l'énergie, le gouvernement ferait mieux de taxer les 14 milliards de bénéfices nets engrangés par TotalEnergies en 2021.

Le débat sur la loi « pouvoir d'achat » va se poursuivre. La CNL appelle à la mobilisation générale des locataires, à signer et faire signer la carte pétition nationale pour le blocage des loyers et arracher de vraies mesures anti-inflation.

Montreuil le 21 juillet